

Milieu de travail

Le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones (CPNCF) regroupe des membres désignés par le ministre de l'Éducation (autrement dit des personnes représentant le ministère de l'Éducation (« Ministère »)) et la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ). Constitué en vertu de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (loi 37)*, le CPNCF a plusieurs rôles dont celui de négocier l'ensemble des matières nationales sectorielles avec les organisations syndicales représentant le personnel scolaire dans le réseau des centres de services scolaires du Québec.

Le CPNCF est à la recherche d'une personne afin de pourvoir un poste de conseillère ou conseiller en relations du travail pour le personnel enseignant. Plus précisément, cette personne représentera le Ministère au sein de divers comités et travaillera en étroite collaboration avec la Direction des relations du travail du personnel enseignant (DRTPE) du Ministère. Sous la direction générale des relations du travail du Ministère (DGRT), la DRTPE joue un rôle majeur dans la négociation des conventions collectives du personnel enseignant en plus d'être une référence en matière de conditions de travail du personnel enseignant du réseau scolaire pour les autorités du Ministère.

La DGRT a entre autres pour mandat de :

- Participer à la négociation nationale des conventions collectives du personnel scolaire et de déterminer les conditions de travail du personnel d'encadrement des 72 centres de services scolaires et commissions scolaires (près de 150 000 employés et 23 conventions collectives);
- Conseiller le Ministère sur toutes matières relatives aux relations du travail et aux conditions de travail du personnel scolaire.

Vous aurez l'opportunité de faire partie d'une équipe de professionnels d'expérience, dynamiques, engagés et reconnus pour leur expertise et leur grand sens de la collaboration. Vous interagirez au quotidien avec un grand nombre de partenaires (représentants des employeurs (Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ), Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ), représentants syndicaux du personnel enseignant (Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Association provinciale des enseignants du Québec (APEQ)) ainsi que plusieurs représentants de divers ministères (plus particulièrement les représentant du Bureau de négociation gouvernementale du Secrétariat du Conseil du trésor (BNG-SCT)). Vous serez aussi appelée à représenter le ministère dans divers projets et comités où les impacts à l'égard des relations du travail du personnel enseignant peuvent être considérables.

Ce poste vous permettra d'avoir le privilège de travailler avec de nombreux partenaires, de relever des défis d'envergure et de faire la différence!

Nature du travail

Sous l'autorité de la directrice des relations du travail du personnel enseignant, la personne titulaire de l'emploi réalise des travaux d'analyse et de recherche relativement aux conditions de travail du personnel enseignant des centres de services scolaires et commissions scolaires et participe activement aux travaux de l'équipe patronale des tables de négociation ainsi qu'à des comités de travail et rencontres avec la partie syndicale. Elle joue également un rôle-conseil dans ces dossiers.

Plus précisément :

Pour les travaux d'analyse et de recherche, la personne titulaire de l'emploi doit :

- Effectuer des analyses et des recherches en matière de conditions de travail, d'organisation du travail, de rémunération et de classification des emplois, qui supportent l'implantation de lois, de règlements ou de politiques ministérielles dans l'administration des services éducatifs québécois. À cet effet :
 - Recueillir diverses informations en analysant la législation en vigueur, l'actualité, les orientations gouvernementales, les conditions de travail et les pratiques en matière de négociation collective;
 - Tenir compte des incidences politiques, financières et administratives des positions ministérielles recommandées;
 - Dans le respect des orientations et des objectifs gouvernementaux, élaborer des solutions susceptibles de rallier les intervenants concernés à l'égard des problématiques soulevées;
 - Rédiger divers documents aux fins de recommandations aux autorités.
- Participer à titre de représentant de la direction à divers comités ministériels concernés par les relations du travail, la négociation ou les conditions de travail du personnel enseignant;
- Effectuer la veille médiatique auprès des différentes associations syndicales et fédérations d'employeurs et rédiger divers documents aux fins d'information aux autorités.

Pour les travaux de l'équipe patronale des tables de négociation, des comités interrondes, des comités de travail et des rencontres avec la partie syndicale, la personne titulaire de l'emploi doit :

- En prévision de la prochaine ronde de négociation, contribuer à la préparation de l'argumentation au soutien des propositions patronales à la conception et au développement des stratégies de négociation compatibles avec l'atteinte des objectifs patronaux et à la négociation d'ententes de principe;
 - Procéder à l'analyse des demandes syndicales et formuler des recommandations aux autorités;
 - Participer à la rédaction des textes des conventions collectives qui en découlent et participer à la mise en œuvre des conventions lors de leur entrée en vigueur.
- En période d'interronde, représenter le Ministère aux différents comités d'interronde prévus aux ententes nationales;
 - Participer aux préparations des comités avec l'équipe patronale, ainsi qu'aux rencontres patronales-syndicales;
 - Collaborer avec les autres directions du Ministère dans le cadre des travaux des comités d'interronde, dans le but de défendre leurs intérêts et ceux de la DGRT.

Profil recherché

- Détenir une formation de niveau universitaire en relations industrielles, ressources humaines, droit ou tout autre domaine connexe;
- Avoir de l'expérience dans le réseau scolaire ou avoir un intérêt marqué pour le réseau de l'éducation;
- Avoir une connaissance des tendances jurisprudentielles ainsi que des encadrements législatifs en droit du travail tels que le Code du travail, la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la santé et la sécurité du travail;
- Avoir un sens politique et d'excellentes aptitudes interpersonnelles;
- Avoir de bonnes aptitudes de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit;
- Posséder un bon esprit analytique et être rigoureux;
- Être créatif afin de proposer des solutions innovatrices et satisfaisantes aux problématiques à résoudre;
- Avoir une bonne capacité à travailler sous pression et dans la diversité des mandats;
- Faire preuve d'une grande autonomie dans l'organisation, la planification et la réalisation de son travail.

Rémunération, horaire et conditions de travail

La rémunération pour ce poste est équivalente à celle des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines (classe 100.00) du Gouvernement. Ainsi, le salaire se situe entre 49 127 \$ et 90 785 \$ (au 1^{er} avril 2022), selon l'expérience. Une prime de 10 % pour le volet « expert » du poste sera ajouté au salaire.

Compensation de 6,5 % pour l'absence d'assurances collectives.

La personne titulaire du poste participera au RRPE (Régime de retraite du personnel d'encadrement) et bénéficiera de 13 jours fériés.

Elle disposera de 20 jours de vacances annuelles et évoluera dans un environnement valorisant le développement des compétences. De plus, le travail s'effectuera en mode hybride, combinant télétravail (3 jours) et présentiel (2 jours).

Poste situé au 1035, rue De La Chevrotière, Québec (Québec) (Édifce Marie-Guyart)
Temps plein (35 heures par semaine)

Candidatures

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitæ, ainsi qu'une lettre expliquant leur intérêt d'ici le mardi 24 juin 2025, à 17 h, à l'adresse suivante : cpncf@education.gouv.qc.ca.

Pour des questions spécifiques sur le poste, vous pouvez contacter la directrice des relations du travail du personnel enseignant par courriel à l'adresse suivante : catherine.letourneau@education.gouv.qc.ca

Nous remercions toutes les personnes candidates pour leur intérêt, toutefois, seules les personnes retenues seront contactées.